

En Seine-Saint-Denis : pour la CGT, FO, FSU, CFE-CGC, Solidaires, UNEF la Loi Travail XXL, c'est toujours non ! Construisons les mobilisations !

7 juillet 2017



En Seine-Saint-Denis : pour la CGT, FO, FSU, CFE-CGC, Solidaires, UNEF la Loi Travail XXL, c'est toujours non ! Construisons les mobilisations!

Le président de la république a lancé des concertations sur la réforme du droit du travail, proclamant son ouverture au dialogue. Au même moment la presse publiait un avant-projet de loi quasiment ficelé, reprenant toutes les revendications régressives du Medef, dont le gouvernement démentait le contenu.

Pourtant c'est bien le scénario du pire qui se confirme puisque le « projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social » en est la copie quasi conforme !

Il se prépare, par le biais d'ordonnance c'est-à-dire sans débat préalable et sans vote de l'Assemblée Nationale (jun 49.3 XXL I), des attaques d'une violence jamais égalée contre le monde du travail.

Ce projet de réforme part d'un postulat : la réglementation du travail comme frein à l'embauche, ce qui est faux comme vient une nouvelle fois de le démontrer une note de l'INSEE de juin 2017.

Le texte gouvernemental, sous couvert de pragmatisme, est en réalité un document idéologique, libéral, qui recycle les vieilles lunes du MEDEF, qui ont pourtant partout démontré leur échec. Ses orientations vont toujours dans le même sens : plus de précarité et de flexibilité pour les salariés, plus de « souplesse » et de facilités à licencier pour les entreprises. Il aggrave les dispositions de la loi travail, en faisant primer les accords d'entreprises au détriment des garanties collectives et du code du travail.

Des questions essentielles sont au cœur des réformes envisagées. Temps de travail, travail de nuit, salaires, emploi, plafonnement des indemnités des licenciements abusifs, référendum d'entreprise à l'initiative de l'employeur, fusion des instances représentatives du personnel, remise en cause de l'insertion professionnelle des jeunes, CDI précaire avec les « contrats de projet »...

L'inversion de la hiérarchie des normes, poussée jusqu'au bout, comme le souhaite le gouvernement Macron, ce n'est plus de norme du tout, avec le retour à l'individualisation complète du contrat de travail !

Par ailleurs le gouvernement souhaite ouvrir la voie à une attaque des statuts des agents de la fonction publique et amplifier la maltraitance des services publics et des fonctionnaires avec le gel des salaires et un énorme plan social de suppressions de 120 000 postes. Les chômeurs, dont le gouvernement Macron souhaite abaisser les droits, les retraités, dont les pensions risquent de subir une augmentation de la CSG, sont aussi dans la ligne de mire d'un pouvoir qui ambitionne de se servir sur nos droits collectifs et notre pouvoir d'achat pour servir les profits d'une minorité !

Nous ne nous résignons pas à cette perspective ! Nous avons des propositions pour sortir de ce cycle infernal, assénité, baisse des droits des salariés, déflation salariale, chômage, précarité, travailleurs pauvres !

L'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, de nouveaux droits pour les salariés et leurs représentants, sont gage d'efficacité économique et sociale. Nous appelons les salariés à organiser des assemblées générales au sein des entreprises, des administrations, dans l'unité la plus large, afin de débattre de ces questions et d'envisager collectivement les modalités d'action au cœur des lieux de travail.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, CFE-CGC, UNEF de la Seine Saint Denis appellent les salariés, les jeunes, les retraités les privés d'emplois à se préparer et s'engager dans toutes les mobilisations à venir.

Bobigny le, 5 juillet 2017.



FSU 93



En Seine-Saint-Denis : pour la CGT, FO, FSU, CFE-CGC, Solidaires, UNEF la Loi Travail XXL, c'est toujours non ! Construisons les mobilisations!

Le président de la république a lancé des concertations sur la réforme du droit du travail, proclamant son ouverture au dialogue. Au même moment la presse publiait un avant-projet de loi quasiment ficelé, reprenant toutes les revendications régressives du Medef, dont le gouvernement démentait le contenu.

Pourtant c'est bien le scénario du pire qui se confirme puisque le « projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social » en est la copie quasi conforme !

Il se prépare, par le biais d'ordonnance c'est-à-dire sans débat préalable et sans vote de l'Assemblée Nationale (un 49.3 XXL !), des attaques d'une violence jamais égalée contre le monde du travail.

Ce projet de réforme part d'un postulat : la réglementation du travail comme frein à l'embauche, ce qui est faux comme vient une nouvelle fois de le démontrer une note de l'INSEE de juin 2017.

Le texte gouvernemental, sous couvert de pragmatisme, est en réalité un document idéologique, libéral, qui recycle les vieilles lunes du MEDEF, qui ont pourtant partout démontré leur échec. Ses orientations vont toujours dans le même sens : plus de précarité et de flexibilité pour les salariés, plus de « souplesse » et de facilités à licencier pour les entreprises. Il aggrave les dispositions de la loi travail, en faisant primer les accords d'entreprises au détriment des garanties collectives et du code du travail.

Des questions essentielles sont au cœur des réformes envisagées. Temps de travail, travail de nuit, salaires, emploi, plafonnement des indemnités des licenciements abusifs, référendum d'entreprise à l'initiative de l'employeur, fusion des instances représentatives du personnel, remise en cause de l'insertion professionnelle des jeunes, CDI précaire avec les « contrats de projet »...

L'inversion de la hiérarchie des normes, poussée jusqu'au bout, comme le souhaite le gouvernement Macron, ce n'est plus de norme du tout, avec le retour à l'individualisation complète du contrat de travail !

Par ailleurs le gouvernement souhaite ouvrir la voie à une attaque des statuts des agents de la fonction publique et amplifier la maltraitance des services publics et des fonctionnaires avec le gel des salaires et un énorme plan social de suppressions de 120.000 postes. Les chômeurs, dont le gouvernement Macron souhaite abaisser les droits, les retraités, dont les pensions risquent de subir une augmentation de la CSG, sont aussi dans la ligne de mire d'un pouvoir qui ambitionne de se servir sur nos droits collectifs et notre pouvoir d'achat pour servir les profits d'une minorité !

Nous ne nous résignons pas à cette perspective ! Nous avons des propositions pour sortir de ce cycle infernal, austérité, baisse des droits des salariés, déflation salariale, chômage, précarité, travailleurs pauvres !

L'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, de nouveaux droits pour les salariés et leurs représentants, sont gage d'efficacité économique et sociale. Nous appelons les salariés à organiser des assemblées générales au sein des entreprises, des administrations, dans l'unité la plus large, afin de débattre de ces questions et d'envisager collectivement les modalités d'action au cœur des lieux de travail.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, CFE-CGC, UNEF de la Seine Saint Denis appellent les salariés, les jeunes, les retraités les privés d'emplois à se préparer et s'engager dans toutes les mobilisations à venir.

Bobigny le, 5 juillet 2017.

- **Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >**

- **Adresse de cet article :**

[https://solidaires.org/En-Seine-Saint-Denis-pour-la-CGT-FO-FSU-CFE-CGC-Solidaires-UNEF-la-Loi-Tra
vail](https://solidaires.org/En-Seine-Saint-Denis-pour-la-CGT-FO-FSU-CFE-CGC-Solidaires-UNEF-la-Loi-Tra-vail)